



COMMISSION É CONOMIQUE POUR L'EUROPE

RAPPORT ANNUEL

(12 mai 2001 - 10 mai 2002)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 2002**

SUPPLÉMENT N° 17

NATIONS UNIES



**COMMISSION É CONOMIQUE POUR
L'EUROPE**
RAPPORT ANNUEL
(12 mai 2001 - 10 mai 2002)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 2002

SUPPLÉMENT N° 17

NATIONS UNIES
New York et Genève, 2002

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2002/37 E/ECE/1395

PUBLICATION DES NATIONS UNIES
ISSN 0251-0189

TABLE DES MATIÈRES

	<u>paragraphe</u>	<u>page</u>
INTRODUCTION	1	5
CHAPITRE		
I QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.....	2	5
II TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION		
A. Activités des organes subsidiaires	3	5
B. Autres activités	4	5
C. Rapports avec d'autres programmes des Nations Unies	5	5
III CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION		
A. Participants et organisation des travaux	6 - 12	6
B. Ordre du jour	13	6
C. Election du Bureau	14 - 16	7
D. Compte rendu sommaire des débats :		
Les conséquences à tirer du Séminaire de printemps pour l'action de la CEE	17 - 21	7
Aspects économiques de la sécurité en Europe :		
• La contribution de la CEE à la création des conditions économiques nécessaires à l'instauration d'une sécurité durable		
• La dimension sectorielle	22 - 31	10
Le Groupe directeur de la CEE: conclusions et recommandations sur le fonctionnement des organes subsidiaires principaux et le programme de travail	32 - 37	12
Renforcement de l'Organisation	38 - 46	14

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>paragraphe</u> s	<u>page</u>
CHAPITRE III (<i>suite</i>)		
Rapport intérimaire sur le programme d'assistance technique de la CEE.....	47 - 53	17
Préparation et suivi des conférences mondiales	54 - 64	19
Questions diverses	65 - 66	21
Adoption du rapport annuel de la Commission.....	67	22
	* * *	
ANNEXES		
I Liste des réunions tenues par les organes subsidiaires de la Commission en 2001/2002.....		23
II Publications et documents publiés par la Commission en 2001/2002		36

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Rapport annuel pour la période du 12 mai 2001 au 10 mai 2002

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel a été adopté à l'unanimité par la Commission économique pour l'Europe (CEE) à la sixième séance de sa cinquante-septième session, le 10 mai 2002.

CHAPITRE I

QUESTIONS SUR LESQUELLES LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EST APPELÉ A PRENDRE DES DÉCISIONS

2. La Commission n'a recommandé aucun projet de décision appelant une décision du Conseil.

CHAPITRE II

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUANTE-SIXIÈME SESSION

A. Activités des organes subsidiaires

3. On trouvera à l'annexe I la liste des réunions tenues depuis la cinquante-sixième session de la Commission, avec dans chaque cas indication de leurs dates, des noms des membres des bureaux et des cotes des rapports adoptés. Ces rapports indiquent les accords intervenus et les décisions prises.

B. Autres activités

4. Le secrétariat a assuré le service de la session annuelle de la Commission, des réunions informelles spéciales de la Commission, des sessions de ses organes subsidiaires, ainsi que des réunions spéciales tenues sous les auspices de la CEE. Il a poursuivi la publication de rapports périodiques, notamment l'Étude sur la situation économique de l'Europe, de plusieurs bulletins statistiques spécialisés et d'autres études (voir Annexe II). Le secrétariat de la Commission a eu des contacts étroits et réguliers avec le Secrétariat de l'ONU au Siège et a collaboré avec les services concernés ainsi qu'avec les secrétariats des autres commissions régionales à l'exécution de projets d'intérêt commun.

C. Rapports avec d'autres programmes des Nations Unies

5. La Commission et son secrétariat ont continué de coopérer en 2001/2002 avec divers organes des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, ainsi qu'avec leurs secrétariats, comme il est demandé dans le Plan d'Action.

CHAPITRE III

CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION DE LA COMMISSION

A. Participation et organisation des travaux

6. La cinquante-septième session de la Commission s'est tenue du 7 au 10 mai 2002. Le Président et la Secrétaire exécutive ont fait des déclarations.

7. Ont participé à la cinquante-septième session des représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovénie, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine et Yougoslavie.

8. Des représentants de la Communauté européenne ont participé à la session.

9. Des représentants du Saint-Siège ont participé à la session en vertu de l'article 8 du mandat de la Commission.

10. Ont également assisté à la session des représentants de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), ainsi que des institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales ci-après: Bureau international du Travail (BIT), Banque mondiale, Conseil de l'Europe, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

11. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: Association of Innovative Entrepreneurship of the Czech Republic (AIE CR), Agrobusiness Management Centre, Centre for the Advancement of Women, Centre cubain d'études européennes, European Advisory Council for Technology Trade (EACT), Fondation pour l'économie et le développement durable des régions d'Europe (FEDRE), Conseil international des femmes, Zonta International.

12. On trouvera la liste complète des participants dans le document E/ECE(57)/INF.1/Rev.1.

B. Ordre du jour

13. La Commission a adopté son ordre du jour (E/ECE/1391/Rev.2) et pris note des modifications apportées au programme de travail. Il a été jugé regrettable que les pays membres n'aient pu recevoir à l'avance un plus grand nombre de documents portant sur les principaux points de l'ordre du jour, traduits dans toutes les langues officielles.

1. Adoption de l'ordre du jour.

2. Les conséquences à tirer du Séminaire de printemps pour l'action de la CEE.

3. Aspects économiques de la sécurité en Europe:
 - La contribution de la CEE à la création des conditions économiques nécessaires à l'instauration d'une sécurité durable;
 - La dimension sectorielle.
4. Examen de projets de décision découlant du débat d'orientation de haut niveau en vue de leur inclusion dans le rapport de la Commission.
5. Le Groupe directeur de la CEE: conclusions et recommandations sur le fonctionnement des organes subsidiaires principaux et le programme de travail.
6. Renforcement de l'Organisation.
7. Rapport intérimaire sur le programme d'assistance technique de la CEE.
8. Préparation et suivi des conférences mondiales.
9. Élection du Bureau.
10. Questions diverses.
11. Adoption du rapport.

C. Élection du Bureau

14. Le Président de la cinquante-septième session de la Commission était M. Kálmán Petöcz (Slovaquie) et les Vice-Présidents M. Amiran Kavadze (Géorgie), M. Yaakov Levy (Israël) et M^{me} Michèle Pranchère-Tomassini (Luxembourg).
15. Le Bureau a désigné M. Eberhard Von Schubert (Allemagne) et M. Knut Langeland (Norvège) pour exercer les fonctions de rapporteur.
16. À la sixième séance, M. Clyde Kull (Estonie) et M. Yaakov Levy (Israël) ont été proposés pour exercer les fonctions de président de la Commission. À l'issue d'un vote au scrutin secret, la Commission a élu M. Clyde Kull (Estonie) Président de la cinquante-huitième session. M. Yaakov Levy (Israël) a été réélu et MM. Hans Heinemann (Pays-Bas) et Mykhailo Skuratovskyi (Ukraine) ont été élus Vice-Présidents de la cinquante-huitième session.

D. Compte rendu des débats

Les conséquences à tirer du Séminaire de printemps pour l'action de la CEE (Point 2 de l'ordre du jour)

17. Deux tables rondes ont été consacrées à l'examen de ce point de l'ordre du jour, sur la base du débat sur «Les défis du marché du travail dans la région de la CEE» organisé dans le cadre du Séminaire de printemps, le 6 mai 2002:

i) Table ronde I: «Investissement étranger direct, restructuration industrielle et marchés du travail». M. Werner Sengerberger (ancien directeur du Département de la stratégie en matière d'emploi du BIT) a présidé la session. Sont intervenus au cours du débat: S. E. M. Batirzhan Z. Ashitov (Ministre du travail et de la protection locale de la République du Kazakhstan), M. James Bourke (Directeur de la Division des entreprises, du commerce et des politiques, Commission consultative nationale de l'entreprise, du commerce, de la science et de la technologie, Dublin, Irlande), M^{me} Danuta Jablonska (Directrice à la coopération économique avec l'étranger, Département de la stratégie économique, Ministère de l'économie, Varsovie, Pologne); M^{me} Ana Revenga (Économiste principale, région Europe et Asie centrale, Banque mondiale).

ii) Table ronde II: «Vieillesse de la population, changements sociodémographiques et réactions des marchés du travail»: M. Walter Lewalter, Ambassadeur, représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a présidé la session. M. Andras Klinger (Directeur, Commission de la population, Académie des sciences de Hongrie, Budapest, Hongrie), M. David Wise (Professeur d'économie, Université Harvard, Boston, États-Unis d'Amérique), M. Christoph Linzbach (Ministère fédéral de la famille, du troisième âge, des femmes et de la jeunesse, Berlin, Allemagne), et M. Friedrich Buttler (Directeur régional pour l'Europe et l'Asie centrale, BIT) sont intervenus au cours du débat.

18. Un document de synthèse intitulé «Investissement étranger direct, restructuration industrielle et marchés locaux du travail dans les économies de transition d'Europe centrale et orientale» a servi de base aux débats de la première table ronde et un document sur «Les réactions du marché du travail au vieillissement de la population et aux autres changements sociodémographiques» à ceux de la deuxième table ronde. Les participants disposaient également d'un document d'information sur «Les aspects sexospécifiques de l'évolution des marchés du travail dans les économies en transition».

19. À la lecture des débats, le Président de la Commission a déclaré qu'à son avis les questions examinées par les deux tables rondes étaient importantes et d'actualité et qu'elles rentraient dans le cadre du mandat de la Commission. Un certain nombre de conclusions lui paraissaient devoir être soulignées:

- Le développement économique et social durable de la région, dont le marché du travail est un facteur extrêmement important, devait être abordé dans une perspective globale;
- Il devrait y avoir complémentarité entre les considérations à court terme et les stratégies à long terme;
- Il devrait également y avoir complémentarité entre les politiques aux niveaux mondial, régional, national et local;
- L'une des principales difficultés consistait à concilier flexibilité et stabilité d'une part, compétitivité et protection d'autre part;
- L'examen des politiques à mettre en œuvre devait pouvoir s'appuyer sur des analyses en profondeur à l'échelle mondiale et régionale; la CEE disposait des moyens

statistiques et analytiques pour mettre en œuvre, en coopération avec la Commission européenne et des organisations internationales comme l'OCDE et l'OIT, l'approche technique et intersectorielle requise à cette fin;

- Il apparaissait nécessaire enfin de faire face aux problèmes que pose le vieillissement dans la région de la CEE et d'observer les progrès accomplis à cet égard, suite à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement et à la Conférence ministérielle sur le vieillissement.

20. La Secrétaire exécutive de la CEE a déclaré qu'à son avis, le débat d'orientation de haut niveau avait été très fructueux et encourageant pour l'élaboration de la future stratégie de la CEE. La CEE, a-t-elle souligné, devait participer activement à la préparation du Sommet mondial sur le développement durable, de la Conférence ministérielle sur le vieillissement et du Sommet mondial sur la société de l'information, les travaux de ces trois conférences mondiales étant du plus haut intérêt pour la question de la promotion de l'emploi dans la région.

21. Les principales conclusions que l'on pouvait tirer du débat, s'agissant de l'action de la CEE, étaient les suivantes:

- Le vaste sous-programme de la CEE sur la restructuration industrielle et le développement des entreprises peut, en mettant comme il le fait, l'accent sur la création d'un environnement favorable aux entreprises, être un plus pour le développement de la région en réduisant les obstacles à la création de PME, voire en finançant ces dernières, et en donnant naissance à une nouvelle culture de la gestion et de l'entrepreneuriat;
- Sachant ce que font d'autres organisations, la CEE peut se ménager un créneau en s'attachant plus particulièrement à faciliter l'accès à une activité rémunérée des personnes appartenant à des groupes sociaux vulnérables: jeunes, travailleurs âgés et femmes;
- Étant donné que la mobilité géographique, on le sait, est un facteur positif d'accès à l'emploi, le sous-programme de la CEE sur les établissements humains pourrait intensifier les travaux, propres à faciliter la mobilité des travailleurs, qu'il consacre au logement social et aux politiques du logement;
- La CEE, en tant que commission régionale, a un rôle à jouer dans la recherche de solutions que pose le problème du vieillissement. Elle devrait inscrire à son programme de travail les incidences économiques et sociales du vieillissement;
- Les migrations sont aussi une question importante et la CEE pourrait, dans le cadre des ressources limitées dont elle dispose, se ménager un créneau très étroit dans ce domaine;
- Les questions évoquées ci-dessus doivent être abordées à différents niveaux: mondial, régional, national et local. La CEE pourrait se concentrer davantage sur ce dernier niveau; compte tenu du fait que le développement local contribue à la création de PME, à la baisse du chômage et au bien-être d'une population vieillissante.

Aspects économiques de la sécurité en Europe:

- **La contribution de la CEE à la création des conditions économiques nécessaires à l'instauration d'une sécurité durable**
- **La dimension sectorielle**

(Point 3 de l'ordre du jour)

22. La Commission a procédé à l'examen du point de cet ordre du jour sur la base d'une note intitulée «Aspects économiques de la sécurité en Europe» (E/ECE/1392) et à la lumière de deux documents de séance: CRP.1, établi conjointement par les secrétariats de la CEE et de l'OSCE, intitulé: «La dimension économique de la sécurité: nouveaux défis et nouvelles approches» et CRP.2 sur «Le rôle de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies face aux menaces qui pèsent sur l'infrastructure économique». Les participants disposaient en outre de trois documents examinés par des organes subsidiaires de la CEE: TRANS/2002/15, TRADE/WP.5/2002 et ENERGY/2001/7.

23. La Secrétaire exécutive a présenté ce point en rappelant que la sécurité n'était pas un thème nouveau pour la CEE, en particulier depuis que le processus d'Helkinki avait redonné force en 1975, à l'idée que «l'équation sécuritaire» comportait, entre autres, des facteurs économiques. Au fil des ans, la CEE avait contribué de façon croissante, à la demande de l'OSCE, à l'analyse de la dimension économique de la sécurité et, toujours à sa demande, avait organisé en 1998 un séminaire de réflexion sur les aspects économiques de la sécurité. Elle avait également organisé en 2001, là encore en coopération avec l'OSCE, un colloque sur la dimension économique de la prévention des conflits.

24. La Secrétaire exécutive a fait observer que la Déclaration du millénaire et la résolution sur la suite à lui donner soulignaient l'importance de la sécurité et appelaient tous les éléments du système des Nations Unies à adapter leurs programmes pour tenir compte de la suite à donner au Sommet du millénaire, consistant notamment, pour ce qui est de la sécurité, à œuvrer pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Elle s'est déclarée convaincue en conséquence que l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la session annuelle était judicieuse et opportune et que la CEE devrait renforcer la concertation sur les questions qui préoccupent l'Europe. Tout en soulignant que de nombreux pays membres s'étaient déclarés favorables à la tenue d'un tel débat, jugé important et utile, elle a déclaré comprendre le souci de certains pays d'éviter que les travaux de la CEE ne fassent double emploi avec ceux de l'OSCE et les orientations en matière de sécurité de l'Union européenne.

25. M. Ján Kubis, de l'OSCE, a fait une intervention dans laquelle il a décrit le rôle et l'expérience de l'OSCE en matière de sécurité et de prévention des conflits ainsi que les incidences pour le mandat de l'Organisation des décisions prises par le Conseil des Ministres à sa réunion de Bucarest, en novembre 2001. M. Kubis a souligné que l'étroite coopération entre l'OSCE et la CEE était fructueuse et qu'elle s'était avérée particulièrement efficace pour la préparation et le suivi du Forum économique annuel ainsi que pour certaines activités précises telles que la promotion de la Convention d'Aarhus. Afin de resserrer encore cette collaboration, les deux secrétariats ont décidé de dresser une liste d'activités conjointes propres à renforcer leur coopération et à y associer un certain nombre de partenaires clefs.

26. Ce point a fait l'objet de deux tables rondes: table ronde I – Approche intégrée de la sécurité et du développement, et table ronde II – Dimensions sectorielles de la sécurité: le rôle de la CEE.

i) Table ronde I - «Approche intégrée de la sécurité et du développement»: M^{me} Michèle Pranchère-Tomassini, Ambassadrice, Représentante permanente du Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Vice-Présidente de la Commission, a présidé la session. Les personnes suivantes sont intervenues au cours du débat: S. E. M. Peter Trojanovic, Ministre fédéral de l'économie et du commerce intérieur, République fédérale de Yougoslavie; M. M. Kukobat, chef du Groupe d'experts principaux, Département de l'énergie, Ministère fédéral de l'économie et du commerce intérieur, République fédérale de Yougoslavie; M. Makhmud Mamed-Kuliev, Ministre adjoint aux affaires étrangères, République d'Azerbaïdjan; M. Andrew Fiddaman, Directeur associé, The Prince of Wales International Business Leaders Forum, Royaume-Uni; M. Patrick Hardouin, Directeur des affaires économiques, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; M. Ivan D. Ivanov, Directeur adjoint, Académie russe des sciences, Institut de l'Europe; M^{me} Patricia Lewis, Directrice, Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, et M. Yves Berthelot, Directeur, United Nations Intellectual History Project, Directeur de recherche, UNITAR.

ii) Table ronde II - «Les dimensions sectorielles de la sécurité: le rôle de la CEE»: M. Yuri Fedotov, Directeur du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères, Fédération de Russie, a présidé la session. M. Sonunbek Ryskulbekov, Chef de cabinet, Ministère du commerce extérieur et de l'industrie de la République du Kirghizistan, et M. Andrew Mack, Directeur, Centre de la sécurité humaine, University of British Columbia, Canada, sont intervenus au cours du débat. Les présidents et vice-présidents des organes subsidiaires principaux de la CEE ont également pris la parole.

27. Les présidents/vice-présidents des organes subsidiaires principaux ont exposé leur programme de travail en matière de sécurité. Tous les organes consacrent une part, plus ou moins grande de leurs activités à ce domaine, en relation notamment avec le transport, l'énergie, l'environnement, la facilitation du commerce et les établissements humains.

28. La Commission a exprimé son soutien aux efforts que déploient tous les organismes du système des Nations Unies pour créer un environnement plus stable et plus sûr dans la région et a pris note des mesures adoptées par le secrétariat pour définir ce que devrait être la contribution de la CEE à cet égard. De l'avis de la Commission, bien que la CEE ne soit pas un organisme de sécurité, elle peut faire œuvre utile dans ce domaine grâce au travail qu'elle accomplit dans divers secteurs. Elle devrait toutefois veiller à ce que ses activités ne fassent pas double emploi avec celles d'autres organisations et institutions régionales et internationales et aller de l'avant dans les domaines où son expertise est reconnue.

29. La Commission a encouragé la CEE à poursuivre ses travaux sur les aspects économiques de la sécurité et à continuer de coopérer avec l'OSCE, en veillant à assurer la coordination et la complémentarité de l'action des deux organisations. Elle a par ailleurs jugé important que le secteur privé participe aux activités futures.

30. L'attention des États membres a également été appelée sur la contribution du processus d'intégration économique européenne à la sécurité et à la prospérité économique de la région,

ainsi que sur les effets positifs attendus à cet égard de l'élargissement de l'Union européenne. La CEE devrait donc coopérer aussi avec la Commission européenne de façon à assurer la complémentarité et la synergie des travaux portant sur les aspects économiques de la sécurité dans la région.

31. Les présidents des organes subsidiaires principaux ont été invités à procéder à un examen attentif des programmes de travail de ces organes concernant la sécurité et la sûreté. Cet examen servirait de base à une analyse transsectorielle des problèmes et éventuels risques en matière de sécurité qui relèvent de l'action de la CEE. La Secrétaire exécutive a été encouragée à continuer de suivre de près cet aspect des activités de la Commission.

**Le Groupe directeur de la CEE: Conclusions et recommandations sur le fonctionnement
des organes subsidiaires principaux et le programme de travail**
(Point 5 de l'ordre du jour)

32. Le Président de la Commission a informé cette dernière des résultats de la réunion tenue par le Groupe directeur de la CEE le 9 mai 2002. Le Groupe a réaffirmé qu'il lui incombait d'améliorer la cohérence globale de l'action de la CEE et la communication en son sein et a recommandé à cette fin:

- Que les réunions mensuelles d'information des missions permanentes qu'organise la Secrétaire exécutive se poursuivent;
- Que les organes subsidiaires principaux et les divisions concernées informent les États membres de leurs travaux une fois par an, éventuellement pendant la session annuelle;
- Qu'il soit fait recours, pour les échanges d'information, à tous les moyens de communication, y compris le courrier électronique, l'Internet et les sites Web;
- Qu'aux fins d'une meilleure coopération entre le Groupe d'experts du programme de travail et le Bureau, le Président du Groupe d'experts continue d'assister aux réunions du Bureau et que des réunions conjointes du Bureau et du Groupe d'experts soient éventuellement organisées en tant que de besoin;
- Que les dates de la session annuelle soient revues afin d'éviter que celle-ci ne coïncide avec d'autres réunions importantes de l'Organisation des Nations Unies et pour tenir compte des jours fériés en mai; elle pourrait par exemple avoir lieu dans la première quinzaine de mars;
- Que le thème de la session annuelle fasse l'objet de consultations entre le Bureau de la CEE, le Groupe d'experts du programme de travail, les organes subsidiaires principaux et le secrétariat;
- Que l'on prenne en compte, pour le choix de ce thème, les intérêts de tous les États membres, la nécessité pour la CEE de contribuer aux événements marquants organisés à l'échelle mondiale et le caractère transsectoriel et multidisciplinaire de la CEE;

- Que la préparation de la session annuelle soit accélérée, de façon que le choix du thème puisse intervenir lors de la réunion spéciale informelle de juin;
- Que l'Étude sur la situation économique de l'Europe fasse l'objet d'une attention accrue, peut être dans le cadre du séminaire de printemps;
- Que l'on envisage la possibilité de dissocier la session annuelle et le séminaire de printemps.

33. Au cours de la discussion qu'il a consacrée à l'assistance technique, le Groupe directeur a également souligné la nécessité de mettre en place des mécanismes facilitant la participation aux réunions et activités de la Commission des représentants de pays à économie de transition. La discussion a également porté sur le recours aux consultants régionaux et sur les activités opérationnelles. Ces dernières, a-t-on fait observer, devraient être mieux ciblées et coordonnées, davantage axées sur la demande et plus transparentes.

34. La Commission a réaffirmé le rôle qui revenait au Groupe directeur s'agissant de contribuer à la cohérence globale de l'action de la CEE et de renforcer la communication en son sein.

35. La Présidente du Groupe d'experts du programme de travail a présenté le rapport de ce dernier au Groupe directeur sur la session annuelle (CRP.6).

36. Les États membres ont par ailleurs fait les propositions suivantes:

- Le Groupe directeur pourrait jouer un rôle plus important et se réunir pendant la session annuelle en tant que partie intégrante de cette dernière;
- La coordination et l'évaluation de l'assistance technique au sein du secrétariat devraient être renforcées;
- La Commission devrait à l'avenir examiner le rapport du Groupe directeur;
- Chacun des organes subsidiaires principaux devrait établir, pour la session annuelle, un bref document donnant un aperçu de ses réalisations, ainsi que des problèmes et des difficultés qu'il rencontre. Ce document devrait également fournir des informations sur la structure des organes subsidiaires principaux et autres organes subsidiaires, ainsi que sur la participation des États membres. Il devrait également indiquer, s'il y a lieu, quel est le statut des principaux accords et conventions de la CEE, ainsi que le nombre des ratifications et des adhésions;
- La Commission devrait approuver le rapport du Groupe d'experts du programme de travail sur la session annuelle figurant dans le document CRP.6.

37. La Commission a approuvé le rapport du Groupe d'experts du programme de travail sur la session annuelle de la CEE (CRP.6) et les recommandations qui y figurent, étant entendu que celles-ci pourraient faire l'objet de futures consultations ouvertes à tous entre les États membres, le Bureau et le secrétariat.

Renforcement de l'Organisation (Point 6 de l'ordre du jour)

38. La Commission disposait pour l'examen de ce point du document de séance 3 - Renforcement de l'Organisation: auto-évaluation du secrétariat de la CEE.

39. Dans son introduction, la Secrétaire exécutive a rappelé que le Secrétaire général avait lancé une initiative visant à poursuivre le processus de renforcement de l'Organisation à la lumière des principes et priorités énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Il était notamment prévu, dans le cadre de cette initiative, de faire le point sur le programme de travail du secrétariat, et en un premier temps, il avait été demandé à tous les départements de l'Organisation, de procéder à une auto-évaluation. Le calendrier pour la préparation de ces auto-évaluations leur avait été communiqué le 12 février 2002 par le Vice-Secrétaire général, la date limite pour leur présentation étant fixée au 15 avril 2002. Le Vice-Secrétaire général avait souligné que les départements devaient faire preuve à cet égard d'initiative et d'audace. La teneur du document CRP.3 avait fait l'objet de réunions avec les directeurs et le personnel de toutes les divisions de la CEE. Les discussions concernant les contributions des départements destinées à figurer dans le rapport sur le renforcement de l'Organisation que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale en septembre 2002 se poursuivent à New York.

40. Afin d'associer aussi tôt que possible les États membres de la CEE à ce processus, la Secrétaire exécutive leur a présenté, pour information et observations, les propositions contenues dans le document d'auto-évaluation, en soulignant qu'il importait d'éviter les doubles emplois avec d'autres organisations et de progresser sur la base de l'expérience acquise. Elle proposait en particulier que la Commission inclue dans son programme de travail la dimension sociale de la croissance et fasse une place accrue à la concertation et au soutien à l'élaboration des politiques. Le maître mot d'une telle entreprise, elle en était parfaitement consciente, devait être la concentration. La CEE, a-t-elle souligné, ne pouvait se permettre de trop se disperser et devait s'engager dans de nouvelles activités de façon ciblée. Elle devait également être capable de contribuer efficacement aussi bien à la préparation qu'à la mise en œuvre des processus engagés à l'échelle mondiale, en tenant compte de ce que font les autres et du créneau particulier qui devrait être le sien. La Secrétaire exécutive a insisté sur le fait que la Commission n'était pas censée se prononcer à ce stade sur l'ensemble des réformes proposées, mais entamer le premier d'une série de débats sur le renforcement de l'Organisation. Elle serait heureuse de connaître les premières réactions de la Commission aux propositions figurant dans le document CRP.3.

41. La Commission s'est félicitée de l'occasion qui lui était donnée de débattre des propositions figurant dans le document CRP.3. Les premières réactions des délégations ont été très diverses. La Commission a été d'avis qu'il convenait de poursuivre la discussion sur certaines questions importantes comme l'opportunité de faire une plus large place à la concertation dans le programme de travail de la Commission et d'y inclure la dimension sociale de la croissance et les questions de sécurité, la réforme de la structure intergouvernementale de la CEE, le renforcement du rôle de la session annuelle et du Bureau, ou encore l'orientation qu'il était proposé de donner à l'assistance technique et aux activités opérationnelles.

42. Les points saillants du débat ont été les suivants:

- La Commission devrait, ~~at~~-on suggéré, adopter à la session en cours un certain nombre de recommandations claires concernant la poursuite des négociations intergouvernementales sur l'ensemble des réformes, y compris les modalités et le calendrier de ce processus. Le Groupe d'experts du programme de travail pourrait par exemple être autorisé à procéder à un examen préliminaire des propositions formulées, ses conclusions et recommandations étant ultérieurement étudiées lors d'une réunion spéciale informelle de la Commission;
- Il conviendrait que la session annuelle approuve les récentes recommandations du Groupe d'experts du programme de travail concernant l'organisation et la tenue des sessions annuelles de la Commission, indépendamment de l'ensemble des réformes, qui devra être adopté ultérieurement;
- Le Plan d'action adopté en 1997 demeurait, pour la CEE, la référence de base et, aux termes de ce plan, la CEE devait concentrer ses efforts sur les domaines d'activité dans lesquels elle possède des compétences spécialisées reconnues et dispose d'un avantage comparatif;
- La CEE devrait continuer à assurer diverses fonctions: échange de vues sur des questions d'actualité concernant le développement de la région, élaboration de normes et de règles, collecte de données statistiques et analyse économique, fourniture d'une assistance technique;
- Le secrétariat devrait viser à plus de transparence et consulter davantage les États membres sur l'exécution des activités de programme, les prévisions budgétaires et l'utilisation des ressources budgétaires et extrabudgétaires;
- La CEE devrait s'employer plus activement à apporter des éléments régionaux de solutions aux problèmes mondiaux et à améliorer son image dans les milieux politiques et le monde des affaires, ce qui supposait qu'elle revoie ses priorités et adopte des méthodes de travail axées sur l'obtention de résultats concrets;
- Il fallait aussi se mettre d'accord sur la conception stratégique du rôle et des tâches de la Commission et la doter d'un plan d'action à moyen terme (en se réservant la possibilité de l'actualiser à chaque session annuelle);
- Les mesures visant à modifier de quelque façon que ce soit les mécanismes subsidiaires et la répartition des moyens et des ressources entre les différentes entités du secrétariat devraient se fonder sur les résultats d'une analyse détaillée - sectorielle et fonctionnelle -, des activités de la CEE;
- La Commission devrait poursuivre son action normative et mieux assurer et surveiller l'application des normes et des règles ainsi élaborées;
- Le programme de travail devrait être soigneusement délimité;
- Les activités devraient répondre aux besoins et aux intérêts de tous les pays et sous-régions membres;

- Les changements introduits devraient tenir compte des mandats des autres organismes du système des Nations Unies et des institutions et organisations régionales européennes, de façon à éviter les doubles emplois et une mauvaise utilisation des ressources et à garantir une bonne coordination;
- Les mesures prises devraient l'être en réponse à une demande, après consultations des pays membres, du Bureau, du Groupe directeur, du Groupe d'experts du programme de travail et des organismes subsidiaires principaux, et avec leur entière participation;
- Aucune nouvelle activité ne devrait être entreprise, sans que d'autres aient préalablement été supprimées;
- Les modalités et le calendrier du processus devraient être fixés lors des prochaines réunions spéciales de la Commission, après avoir été examinés par le Groupe d'experts du programme de travail, le Bureau et les organismes subsidiaires principaux.

43. La Secrétaire exécutive a remercié la Commission de son soutien au renforcement de la CEE dans le contexte de la réforme d'ensemble de l'Organisation des Nations Unie. Les conclusions qu'elle tirait du débat étaient les suivantes:

- L'auto-évaluation de la CEE contribuait au processus de réforme de l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, engagé à l'initiative du Secrétaire général, qui favorisera le dialogue intergouvernemental à tous les niveaux, et représentait donc une participation active de la Commission à ce processus dont il y avait lieu de se féliciter;
- La Commission ne devait pas se contenter d'exploiter ses succès passés, elle devait être capable de relever de nouveaux défis en mettant à profit les atouts dont elle dispose et en coopérant davantage avec les autres;
- Les effets de la réforme sur la structure intergouvernementale ne se feront sentir qu'à long terme;
- Le secrétariat devrait dialoguer davantage avec les États membres et viser à plus de transparence;
- Les États membres devraient être associés à la définition des priorités et à l'élaboration du programme et budget afin que le programme de travail de la CEE réponde aux intérêts de ses États membres;
- La réforme prochaine du Conseil économique et social aura vraisemblablement des répercussions pour toutes les commissions régionales.

44. La Secrétaire exécutive a invité les États membres à lui communiquer par écrit leurs observations concernant le document CRP.3 d'ici à la mi-juin. Il était prévu de poursuivre la discussion sur ce point lors d'une réunion spéciale informelle en juin 2002.

45. Le Président a souligné en conclusion la nécessité d'associer activement les États membres, par l'intermédiaire du Groupe directeur, des organes subsidiaires principaux, du Bureau et du Groupe d'experts du programme de travail, à l'ensemble des débats qui seront consacrés à l'avenir au programme de réforme proposé.

46. Il était entendu, pour la Commission, que les États membres engageraient le plus rapidement possible des consultations ouvertes à tous sur la question avec le Groupe d'experts du programme de travail.

Rapport intérimaire sur le programme d'assistance technique de la CEE
(Point 7 de l'ordre du jour)

47. La Commission disposait, pour l'examen de ce point, du document E/ECE/1393 - Rapport intérimaire sur le programme d'assistance technique de la CEE - et du document de séance 4 - Examen des activités opérationnelles menées en 2001.

48. La Secrétaire exécutive a introduit ce point en décrivant dans leurs grandes lignes les objectifs et orientations du programme d'assistance technique et des activités opérationnelles de la CEE, avant de présenter le document CRP.4 et ses annexes. Elle a déclaré souscrire aux arguments présentés dans le rapport du Groupe d'experts du programme de travail (E/ECE/1393) en faveur d'un renforcement des activités techniques de la Commission, ainsi qu'à la nécessité de mettre en place un mécanisme permettant d'accroître la transparence de ces activités, de mieux les cibler et de les axer plus étroitement sur l'application de normes et de règles au profit des pays en transition. Elle a souligné que la Commission aurait l'occasion de revenir ultérieurement sur ces questions lors de prochaines réunions spéciales informelles.

49. Le Président du Groupe d'experts du programme de travail a informé la Commission des délibérations du Groupe relatives à l'assistance technique et résumé, pour l'essentiel, le contenu de son rapport (E/ECE/1393).

50. La Commission, soulignant l'importance qu'elle accordait au programme d'assistance technique et aux activités opérationnelles de la CEE, a estimé que de nouvelles améliorations s'imposaient pour accroître l'efficacité de son action dans ce domaine. Les activités devaient être mieux ciblées et mieux coordonnées, de façon à produire des résultats concrets aux niveaux national et sous-régional et à avoir en conséquence un impact réel sur le développement des pays bénéficiaires. Une plus grande transparence et un complément d'information permettant de mieux comprendre l'ensemble du processus allant de leur conception, de leur financement et de leur exécution à leur suivi et leur évaluation apparaissaient également nécessaires.

51. Les délégations ont insisté sur les points suivants:

- L'assistance technique de la CEE devrait être adaptée aux besoins et nécessités véritables des États membres, viser à répondre concrètement à la demande locale, ne pas porter préjudice aux activités fondamentales de la CEE et porter sur des domaines où la compétence de cette dernière est avérée;
- L'assistance technique devrait bénéficier plus particulièrement aux pays en transition qui ne sont pas encore très performants sur le plan économique ou social,

qui manquent de ressources et ne disposent que d'un soutien limité de la part des donateurs;

- Étant donné les ressources budgétaires limitées que la CEE peut consacrer à ces activités, des efforts devraient être faits pour inciter la communauté des donateurs à verser des contributions extrabudgétaires et pour diversifier, avec le concours de secteurs de la société civile, de fondations et du monde des affaires, les sources et modalités de financement de l'assistance technique;
- La Commission devrait continuer à coopérer avec l'Union européenne, l'OCDE et l'OMC en vue d'établir ou de soutenir des programmes conjoints de coopération technique et de rechercher les moyens de les financer;
- La définition de priorités correspondant à la demande des États membres et une plus grande souplesse dans l'utilisation des ressources passaient par un renforcement de la coordination horizontale;
- Dans le cadre des activités d'assistance technique de la CEE, il importait de rechercher les moyens d'aider les experts de pays à économie de transition de revenu faible et intermédiaire à participer à un certain nombre d'activités, notamment au sein des organes subsidiaires principaux et dans des domaines connexes;
- Il apparaissait que, dans ce domaine, une plus grande transparence et une meilleure justification de l'emploi des fonds s'imposaient. Les États membres devaient disposer de renseignements régulièrement mis à jour sur les demandes émanant de pays ou groupes de pays, les propositions de projet, ainsi que d'une liste des projets achevés, en cours et prévus, avec les priorités correspondantes, et enfin d'une analyse du rapport coût/efficacité des projets pour les utilisateurs finals.

52. La Secrétaire exécutive a remercié la Commission de son soutien aux activités de la CEE examinées au titre de ce point de l'ordre du jour. Elle a conclu en déclarant que les activités d'assistance technique devaient faire l'objet d'une coordination accrue à la fois sur le plan interne, et sur le plan externe, avec les organisations travaillant dans ce domaine. Elle a par ailleurs déclaré partager entièrement les conclusions figurant dans le document E/ECE/1393, notamment en ce qui concerne la nécessité de viser à une transparence accrue et de fournir des renseignements régulièrement actualisés sur les activités d'assistance technique. Elle a assuré la Commission que le secrétariat renforcerait ses capacités en matière d'évaluation des projets aux fins d'une plus grande efficacité dans ce domaine.

53. Les décisions suivantes ont été adoptées:

- La Commission a adopté les paragraphes 3, 4 et 5 du document E/ECE/1393 ainsi que la description succincte de projet qui y figure;
- Il a été convenu que le document E/ECE/1393 servirait de base pour la poursuite du dialogue entre le Groupe d'experts du programme de travail et le secrétariat sur les questions relatives au soutien technique;

- Une réunion spéciale informelle sera organisée en 2002 pour examiner plus avant le programme d'assistance technique et les activités opérationnelles de la CEE;
- Le secrétariat fournira la documentation demandée par la Commission.

Préparation et suivi des conférences mondiales
(Point 8 de l'ordre du jour)

54. La Commission a procédé à l'examen de ce point de l'ordre du jour sur la base du document de séance 5, intitulé «Préparation et suivi des conférences mondiales». Dans son introduction, la Secrétaire exécutive a souligné l'importance de la contribution de la CEE à la préparation et au suivi des conférences et manifestations mondiales.

Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

55. Le représentant de l'Espagne a informé la Commission des résultats de la deuxième Conférence mondiale sur le vieillissement, tenue à Madrid (Espagne) du 8 au 12 avril 2002. Deux principaux documents avaient été adoptés à l'issue de la Conférence: le Plan d'action international sur le vieillissement de Madrid et une déclaration politique, dont il a exposé les points saillants. Le nouveau Plan d'action, tout en respectant les principes énoncés dans la Déclaration du Millénaire, comportait des éléments inédits. Alors que le Plan d'action de Vienne (1982) était essentiellement axé sur les pays développés et l'assistance et le soutien aux personnes âgées dans le besoin, le Plan de Madrid mettait l'accent également sur la situation dans les pays en développement et les pays à économie de transition. Il considérait en outre les personnes âgées non seulement comme ayant besoin d'une aide mais comme générateurs de ressources économiques. Il insistait tout particulièrement sur les droits de l'homme et la nécessité de respecter la dignité des personnes vieillissantes. En ce qui concerne le travail, il prévoyait aussi la possibilité de prolonger la vie active des personnes âgées au-delà de l'âge de la retraite. S'agissant de sa mise en œuvre, il y était fait mention non seulement des gouvernements, mais aussi de la collaboration avec la société civile et les organisations s'occupant des personnes âgées. Un rôle important était assigné au système des Nations Unies et à ses commissions régionales, œuvrant en collaboration avec les gouvernements, dans l'application et le suivi du Plan international d'action sur le vieillissement 2002, compte tenu de la diversité sociale, économique et démographique des différents États et régions.

56. M. Christoph Linzbach, en sa qualité de Président du Groupe de travail à composition non limitée pour le processus de Berlin a informé la Commission de l'état d'avancement des préparatifs de la Conférence ministérielle de la CEE sur le vieillissement, qui se tiendra à Berlin du 11 au 13 septembre 2002. La Conférence adoptera une stratégie régionale d'exécution du Plan international d'action 2002 qui, sur la base de ce dernier, mettra l'accent sur la vision régionale des problèmes posés par l'évolution démographique et des mesures qui peuvent être prises pour y faire face. Il a souligné que la préparation de la Conférence de Berlin et celle de la Conférence de Madrid avaient été menées parallèlement. Les négociations mondiales s'étaient révélées fort utiles pour la mise au point de la stratégie d'exécution régionale, laquelle avait fait intervenir, à trois niveaux différents, les experts, les gouvernements et la société civile selon des modalités qu'il a décrites. Il a exprimé l'espoir que de nombreux ministres d'États membres de la CEE participeraient à cet important événement.

Sommet mondial sur la société de l'information

57. L'Ambassadrice de Roumanie a informé la Commission des préparatifs de la Réunion ministérielle paneuropéenne en vue de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information qui se tiendra du 7 au 9 novembre 2002 à Bucarest. Elle a remercié le secrétariat d'avoir organisé la réunion du 29 avril 2002, au cours de laquelle le Ministre des communications et de la technologie de l'information de Roumanie avait expliqué quelle était la finalité de cette conférence. La Réunion de Bucarest, qui sera axée sur les spécificités régionales tout en les replaçant dans le contexte mondial, devrait être l'occasion pour toutes les parties intéressées (gouvernements, milieux universitaires, monde des affaires et société civile) d'entamer un dialogue, de confronter leurs réussites et de faire le point sur l'évolution récente de la société de l'information dans les différents pays. Elle permettra également d'aborder des questions d'intérêt commun, de faire le bilan des réalisations et des problèmes à l'échelle régionale et de se mettre d'accord sur une vision commune de la société de l'information, sur un certain nombre d'initiatives et de possibilités futures de coopération et de partenariat.

58. La Conférence devrait déboucher sur une vision commune de la société de l'information en Europe, de la voie à suivre pour la concrétiser et, éventuellement, sur un plan d'action à cette fin. Les thèmes traités seront les suivants: société de la connaissance; gouvernance en ligne; infrastructure et cadre institutionnel; échanges et commerce électroniques; développement durable; qualité de la vie dans la société de l'information. Les résultats des réunions, séminaires et ateliers consacrés aux principaux thèmes avant la Conférence et ceux des travaux en plénière pourront être regroupés dans un rapport unique.

59. Le processus de préparation du Sommet mondial sur la société de l'information se déroulera selon le calendrier suivant:

Fin mai	Envoi des invitations par le Gouvernement roumain;
Juin	Réunion informelle du Comité d'organisation, avec la participation de représentants des principales organisations internationales, à savoir la CEE, l'UIT, l'OMPI, l'UNESCO, le CERN, l'Union européenne, etc.;
1 ^{er} -5 juillet	Conférence préparatoire en vue du Sommet mondial sur la société de l'information;
Septembre	Réunion d'experts gouvernementaux sur l'état d'avancement des préparatifs et les résultats escomptés;
7-9 novembre	Réunion ministérielle paneuropéenne de Bucarest en vue de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information.

60. La Commission européenne a informé la Commission des diverses initiatives et mesures prises dans le cadre du programme e-Europe mis en œuvre depuis déjà quatre à cinq ans et d'un plan d'action s'achevant en 2002. Un nouveau plan d'action pour la période se terminant en 2005 est en préparation. Il mettra l'accent, entre autres, sur l'accès des jeunes à la société de l'information et sur l'accélération du développement du commerce électronique et de la gouvernance en ligne.

61. La Commission a remercié le Gouvernement roumain d'accueillir la Conférence de Bucarest et d'en assurer la préparation. Bien que la réunion d'experts du 29 avril ait été utile, l'ordre du jour de la réunion de Bucarest demandait à être précisé. La CEE était en conséquence invitée à informer les missions permanentes, lors de la prochaine réunion mensuelle d'information, des résultats de la présente session et des autres activités préparatoires à la réunion de Bucarest, notamment de la proposition de créer un réseau européen en coopération avec le PNUD à Bratislava, et à leur fournir des précisions sur le rôle du secrétariat de la CEE en tant que centre de coordination des activités relatives au Sommet mondial sur la société de l'information de toutes les commissions régionales.

62. La Secrétaire exécutive a indiqué que le secrétariat était disposé à organiser une réunion d'information sur son rôle dans le processus de préparation du Sommet mondial. Elle a expliqué que plusieurs divisions concouraient à la réalisation des activités de l'Équipe spéciale de la CEE sur les TIC, aucune division n'étant à même de mener ces activités à elle seule. Elle a rappelé en outre aux États membres que la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information était un exemple de plus de la participation croissante aux processus mis en œuvre à l'échelle mondiale que l'on attendait de la CEE.

63. Le Président de la Commission a encouragé le secrétariat et toutes les missions permanentes à poursuivre leurs consultations sur la planification et la préparation des activités liées au Sommet mondial sur la société de l'information.

Conférence internationale sur le financement du développement

64. Se référant à l'aperçu, figurant dans le document, des activités de suivi de la Conférence de Monterrey que pourrait entreprendre la CEE, une délégation a soulevé la question de savoir s'il convenait que la CEE s'occupe, dans le cadre de ce suivi, des questions relatives aux politiques et aux normes commerciales, étant donné que des activités dans ce domaine étaient déjà en cours à l'OMC. La Secrétaire exécutive a assuré la Commission que la CEE n'avait ni les moyens ni l'ambition d'intervenir dans les domaines relevant de l'OMC, mais qu'elle souhaiterait continuer à mettre à profit ses compétences en matière de facilitation du commerce.

Questions diverses

(Point 10 de l'ordre du jour)

65. Le représentant de l'Espagne a fait un exposé sur les activités entreprises dans le cadre du Partenariat euroméditerranéen, connu sous le nom de processus de Barcelone, seule instance à laquelle participaient à la fois les pays arabes et Israël, ainsi que sur les documents et décisions ministérielles adoptés et les réunions ministérielles organisées dans le cadre de ce processus. Le Plan d'action de Valence prenait en compte les problèmes économiques, sociaux, humanitaires et culturels et comportait pour la première fois une série de propositions relatives à la coopération contre le crime organisé et le terrorisme. Un cadre d'action en matière de justice et de politique intérieure avait aussi été adopté. Dans le domaine économique, l'accent avait été mis en particulier sur l'intégration économique des pays du Sud. Le Plan d'action de Valence prévoyait également la création d'une nouvelle facilité au sein de la Banque européenne d'investissement, axée sur les investissements publics et privés dans ces pays. Les projets de la CEE concernant la Méditerranée y étaient mentionnés comme dignes de soutien et la coopération avec le Programme

MEDA y était encouragée. La CEE pourrait tirer profit, pour ses activités en Méditerranée, de celles qui sont menées dans le cadre du processus de Barcelone.

66. Le Conseiller principal pour les questions multidisciplinaires du Département des affaires économiques et sociales (DAES) a informé la Commission de l'état d'avancement de trois projets interrégionaux de coopération technique en Méditerranée: i) renforcement des capacités dans le domaine de la facilitation du commerce électronique, exécuté sous la direction de la CEE, ii) gestion durable et protection des eaux souterraines communes à plusieurs pays, exécuté sous la direction de la CESAO, iii) financement de projets relatifs aux énergies renouvelables et à la conservation de l'énergie, exécuté sous la direction de la CEA. La Commission a été informée des principales questions abordées dans le cadre de ces projets ainsi que de leurs objectifs et de leurs modalités d'exécution.

Adoption du rapport annuel de la Commission
(Point 11 de l'ordre du jour)

67. À sa 6^e séance, le 10 mai 2002, la Commission a adopté son rapport sur la période du 12 mai 2001 au 10 mai 2002.

ANNEXE I

LISTE DES RÉUNIONS TENUES PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES
DE LA COMMISSION EN 2001/2002

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
LA COMMISSION		
Réunion informelle spéciale de la Commission	26 juin 2001	--
Président: M. H. Kreid (Autriche)	5 novembre 2001	
	16 janvier 2002	E/ECE/1394
Président: M. K. Petöcz (Slovaquie)	15 mars 2002	
Groupe de travail pour la Conférence ministérielle sur le vieillissement	1 ^{er} réunion 18-19 décembre 2001	--
Président: M. C. Linzbach (Allemagne)	2 ^e réunion 29 avril-3 mai 2002	--
Groupe spécial d'experts mixte CEE-ONU/OMS sur les transports, l'environnement et la santé	1 ^{er} session 26-27 novembre 2001	ECE/AC.21/2001/5 EUR/00/5026094/5
Co-Présidents: M ^{me} U. Ulrich-Vogtlin (Suisse) M. R. Thaler (Autriche) M. B.J. Griffioen (Pays-Bas)	2 ^e session 18-19 mars 2002	ECE/AC.21/2001/6 EUR/00/5026094/6
Co-Présidents: M ^{me} L. Licari (Malte) M. R. Thaler (Autriche) M. B.J. Griffioen (Pays-Bas)	3 ^e session 2-3 mai 2002	ECE/AC.21/2002/1 EUR/02/5040828/1
Réunion ministérielle régionale en vue du Sommet mondial pour le développement durable	24-25 septembre 2001	ECE/AC.22/2001/2
Président: M. J. Deiss (Suisse) Vice-Présidents: M. R. Ballhorn (Canada) M. I. Jelev (Roumanie) M. K. Larsson (Suède) M. S. Kurykin (Ukraine)		
Réunion commune sur les transports et l'environnement	4 ^e session 6 juin 2001	JMTE/2001/5
Co-Présidentes: M ^{me} V. Tanase (Roumanie) M ^{me} S. Vermont (Suisse)		

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance 19^e session ECE/EB.AIR/75
11-14 décembre 2001

Président: M. H. Dovland (Norvège)
Vice-Présidents: M. R. Ballaman (Suisse)
M. W. Harnett (États-Unis)
M. D. Hrcek (Slovénie)
M. T. Johannessen (Norvège)
M. L. Lindau (Suède)
M. P. Széll (Royaume-Uni)
M. M. Williams (Royaume-Uni)

Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP) 25^e session EB.AIR/GE.1/2001/2
3-5 septembre 2001

Président: M. M. Williams (Royaume-Uni)
Vice-Présidents: M. P. Grennfelt (Suède)
M^{me} M. Lesnjak (Slovénie)
M. R. Van Aalst (Pays-Bas)
M^{me} S. Vidic (Croatie)
M^{me} L. Edwards (Communauté européenne)

Groupe de travail des effets 20^e session EB.AIR/WG.1/2001/2
29-31 août 2001

Président: M. T. Johannessen (Norvège)
Vice-Présidents: M. B. Achermann (Suisse)
M. V.N. Bashkin (Fédération de Russie)
M. G. Fenech (Canada)
M. R. Guardans (Espagne)

Groupe de travail des stratégies et de l'examen 33^e session EB.AIR/WG.5/70
24-27 septembre 2001

Président: M. R. Ballaman (Suisse)
Vice-Présidents: M. W. Harnett (États-Unis)
M. V. Sokolovsky (Fédération de Russie)
M. D. Jost (Allemagne)
M. J. Zurek (Pologne)

Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux

Session extraordinaire conjointe de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux et de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels 2-3 juillet 2001 ECE/MP.WAT/7
ECE/CP.TEIA/5

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Présidente: M ^{me} P. Daskalopoulou-Livada (Grèce)		
Vice-Présidents: M. C. de Villeneuve (Pays-Bas) M. E. Berger (Suisse)		
Groupe de travail intergouvernemental sur la responsabilité civile	1 ^e réunion 21-23 novembre 2001	MP.WAT/AC.3/2001/2 CP.TEIA/AC.1/2001/2
Présidente: M ^{me} P. Daskalopoulou-Livada (Grèce)	2 ^e réunion 4-6 février 2002	MP.WAT/AC.3/2002/3 CP.TEIA/AC.1/2002/3
Vice-Présidents: M. J. Bally (Suisse) M. A. Tanzi (Italie) M. J. Wettig (Communauté européenne)	3 ^e réunion 6-8 mai 2002	MP.WAT/AC.3/2002/6 CP.TEIA/AC.1/2001/6
Groupe de travail de la gestion de l'eau	3 ^e réunion 17/19 septembre 2001 La Haye (Pays-Bas)	MP.WAT/WG.1/ 2001/2
Président: M. M. Matushka (Slovaquie)		
Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation	2 ^e réunion 5-8 septembre 2001 Vääksy (Finlande)	MP.WAT/WG.2/2001/3
Président: M. W. Cofino (Pays-Bas)		
Groupe de travail de l'eau et de la santé	1 ^e réunion 14-15, mai 2001 Budapest (Hongrie)	MP.WAT/WG.4/2001/2 EUR/ICP/5025519/B/2
Président: M. A. Pinter (Hongrie)		
Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière		
Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement	4 ^e réunion 19 novembre 2001 Orvieto (Italie)	MP.EIA/WG.1/2002/2
Président: M. S. Ruchti (Suisse)		
Groupe de travail spécial du Protocole sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques	1 ^e session 14-16 mai 2001	MP.EIA/AC.1/2001/2
Président: M. T. Lind (Norvège)	2 ^e session 26-28 septembre 2001	MP.EIA/AC.1/2001/6
Vice-Président: M ^{me} U. Platzer (Autriche) M. J. Jendroska (Pologne) M. J. Volf (République tchèque)	3 ^e session 21-23 novembre 2001 Orvieto (Italie)	MP.EIA/AC.1/2001/8
Président: M. T. Lind (Norvège)	4 ^e session 11-13 février 2002 Varsovie (Pologne)	MP.EIA/AC.1/2002/2
Vice-Président: M. J. de Mulder (Belgique) M. J. Jendroska (Pologne) M. J. Volf (République tchèque)	5 ^e session 6-8 mai 2002 Oslo (Norvège)	MP.EIA/AC.1/2002/5

ENVIRONNEMENT

Comité des politiques de l'environnement	8 ^e session 25-27 septembre 2001	ECE/CEP/80
Président:	M. H. Von Meijenfeldt (Pays-Bas)	
Vice-Présidents:	M ^{me} H. Cizková (République tchèque) M ^{me} S. Côté (Canada) M. M. Dimovski (ex-République yougoslave de Macédoine) M. H. Schreiber (Autriche) M ^{me} S. Vermont-Velisek (Suisse) M. S. Tveretinov (Fédération de Russie)	
Groupe spécial d'experts des études de performance environnementales	8 ^e réunion 19-21 septembre 2001	CEP/2001/5
Co-Présidents:	M ^{me} V. Grigorova (Bulgarie) M. H. Liiv (Estonie)	
Groupe de travail spécial sur la surveillance de l'environnement	1 ^e session 20-21 septembre 2001	CEP/AC.10/2001/2
Président :	M. Yu. Tsurov (Fédération de Russie)	2 ^e session 28 février- 1er mars 2002 CEP/AC.10/2002/2
Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires "Un environnement pour l'Europe"	2 ^e session 28 septembre 2001	CEP/AC.11/2001/2
Présidente :	M ^{me} A. Golubovska-Onisimova (Ukraine)	
Réunion consultative régionale en vue du Sommet mondial pour le développement durable	1 ^e réunion 12-13 juillet 2001	CEP/AC.12/2001/2
Président:	M. F. La Camera (Italie)	
Groupe de travail chargé de préparer la première réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	1 ^e réunion 28-30 novembre 2001	CEP/WG.5/2001/2
Président:	M. F. La Camera (Italie)	
Vice-Présidents:	M. V. Koester (Danemark) M. J. Jendroska (Pologne) M ^{me} N. Preradovic (Croatie) M ^{me} T. Shakirova (Kazakhstan) M ^{me} I. Bauer (Norvège) M ^{me} M. Taylor (Représentant des ONG)	

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Groupe de travail sur le respect des dispositions et le règlement intérieur	2 ^e réunion 26-27 novembre 2001	CEP/WG.5/AC.1/ 2001/6
Président: M. A. McGlone (Royaume-Uni) Vice-Présidente: M ^{me} D. Kubinova (République tchèque)		
Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants	2 ^e réunion 5-6 juillet 2001	CEP/WG.5/AC.2/ 2001/5
Président: M. K. Blaha (République tchèque) Vice-Président: M. G. van Grootveld (Pays-Bas)	3 ^e réunion 5-7 décembre 2001	CEP/WG.5/AC.2/ 2001/9
	4 ^e meeting 25-28 mars 2002	CEP/WG.5/AC.2/ 2002/2
Groupe de travail sur les organismes génétiquement modifiés	1 ^e réunion 10-12 octobre 2001	CEP/WG.5/AC.3/ 2001/2
Président: M. H. Gaugitsch (Autriche) Vice-Présidente: M ^{me} L. Eek (Estonie)	2 ^e réunion 18-20 février 2002	CEP/WG.5/AC.3/ 2002/2

TRANSPORT

Comité des transports intérieurs	64 ^e session 18-21 février 2002	ECE/TRANS/139 et Add.1
Présidente: M ^{me} V. Tanase (Roumanie) Vice-Président: M. H. Courtois (Belgique)		
Groupe multidisciplinaire spécial d'experts sur la sécurité dans les tunnels	4 ^e session 9-11 juillet 2001	TRANS/AC.7/8
Président: M. M. Egger (Suisse) Vice-Président: M. D. Lacroix (France)	5 ^e session 17-18 janvier 2002	TRANS/AC.7/11
Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières	37 ^e session 10-14 septembre 2001	TRANS/WP.1/78
Co-Présidents: M. G. Hoel (Norvège) M. P. Hol (Pays-Bas)		
Co-Présidents: M. D. Link (Israël) M. I. Yakimov (Fédération de Russie)	38 ^e session 19-22 mars 2002	TRANS/WP.1/81
Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports	14 ^e session 17-19 septembre 2001	TRANS/WP.5/30
Président: M. V. Arsenov (Fédération de Russie) Vice-Président: M. W. Zarnoch (Pologne)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail des statistiques des transports Président: M. E. Grib (Danemark)	52 ^e session 14-16 novembre 2001	TRANS/WP.6/141
Groupe de travail du transport des denrées périssables Président: M. M. Eilsoe (Danemark) Vice-Président: M. V. Tkatchev (Fédération de Russie)	57 ^e session 12-15 novembre 2001	TRANS/WP.11/204
Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses Président: M. J. Franco (Portugal) Vice-Présidente: M ^{me} A. Roumier (France)	71 ^e session 5-9 novembre 2001	TRANS/WP.15/167
Réunion commune de la Commission de sécurité du RID et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses Président: M. A. Johansen (Norvège) Vice-Président: M. H. Rein (Allemagne)	28 mai- 1er juin 2001 Berne (Suisse) 10-14 septembre 2001	TRANS/WP.15/ AC.1/84 TRANS/WP.15/ AC.1/86
Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) Président: M. H. Rein (Allemagne) Vice-Président: M. M. Rak (République tchèque)	5 ^e session 21-25 janvier 2002	TRANS/WP.15/ AC.2/11
Groupe de travail du transport combiné Présidente: M ^{me} M. Masclee (Pays-Bas) Vice-Président: M. M. Viardot (France)	36 ^e session 3-5 septembre 2001 37 ^e session 18-19 avril 2002	TRANS/WP.24/93 TRANS/WP.24/95
Forum mondial sur l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29) Président: M. B. Gauvin (France) Vice-Président: M. V. Koutenev (Fédération de Russie)	124 ^e session 26-29 juin 2001 125 ^e session 6-9 novembre 2001 126 ^e session 12-15 mars 2002	TRANS/WP.29/792 TRANS/WP.29/815 TRANS/WP.29/841
Réunion d'experts du bruit Président: M. H. Löffelholz (Allemagne)	35 ^e session 13-14 septembre 2001 36 ^e session 26-28 février 2002	TRANS/WP.29/ GRB/33 TRANS/WP.29/ GRB/34

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Réunion d'experts de l'éclairage et de la signalisation lumineuse	47 ^e session 1-5 octobre 2001	TRANS/WP.29/ GRE/47
Président: M. G. Meekel (Pays-Bas)		
Président: M. H. Gorzkowski (Canada)	48 ^e session 9-12 avril 2002	TRANS/WP.29/ GRE/48
Réunion d'experts de la pollution et de l'énergie	42 ^e session 28-31 mai 2001	TRANS/WP.29/ GRPE/42
Président: M. B. Gauvin (France)		
	43 ^e session 15-18 janvier 2002	TRANS/WP.29/ GRPE/43
Réunion d'experts en matière de roulement et de freinage	50 ^e session 10-12 septembre 2001	TRANS/WP.29/ GRRF/50
Président: M. M. Fendick (Royaume-Uni)	51 ^e session 4-8 février 2002	TRANS/WP.29/ GRRF/51
Réunion d'experts des dispositions générales de sécurité	81 ^e session 8-11 octobre 2001	TRANS/WP.29/ GRSG/60
Président: M. J. Martin (Luxembourg)	82 ^e session 29 avril-3 mai 2002	TRANS/WP.29/ GRSG/61
Réunion d'experts de la sécurité passive	29 ^e session 7-11 mai 2001	TRANS/WP.29/ GRSP/29
Président: M. C. Lomonaco (Italie)		
	30 ^e session 3-6 décembre 2001	TRANS/WP.29/ GRSP/30
Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports	98 ^e session 19-22 juin 2001	TRANS/WP.30/196
Président: M. F. Paroissin (France)	99 ^e session 23-25 octobre 2001	TRANS/WP.30/198
	100 ^e session 12-15 février 2002	TRANS/WP.30/200
Comité de gestion de la Convention TIR de 1975	31 ^e session 25-26 octobre 2001	TRANS/WP.30/ AC.2/63
Président: M. I. Parts (Estonie)		
Vice-Président: M. O. Fedorov (Ukraine)		
Président: M. O. Fedorov (Ukraine)	32 ^e session 14-15 février 2002	TRANS/WP.30/ AC.2/65
Vice-Président: M. R. Sen (Turquie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail des transports routiers Président: M. J. Alaluusua (Finlande) Vice-Président: M. A. Pinson (Fédération de Russie)	95 ^e session 16-19 octobre 2001	TRANS/SC.1/369
Groupe de travail spécial sur la révision de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR) Président: M. J. Piscitelli (Luxembourg)	2 ^e session 11-12 avril 2002	TRANS/SC.1/AC.6/4
Groupe de travail principal des transports par chemin de fer Président: M. E. Kosteas (Grèce) Vice-Président: M. G. Szabó (Hongrie)	55 ^e session 16-18 octobre 2001	TRANS/SC.2/196
Groupe de travail principal des transports par voie navigable Président: M. I. Valkar (Hongrie) Vice-Président: M. C. Hofhuizen (Pays-Bas)	45 ^e session 23-25 octobre 2001	TRANS/SC.3/155
Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure Président: M. H. van Doorn (Pays-Bas)	22 ^e session 6-8 juin 2001	TRANS/SC.3/WP.3/44
	23 ^e session 19-21 mars 2002	TRANS/SC.3/WP.3/47

STATISTIQUES

Conférence des statisticiens européens Président: M. S. Longva (Norvège) Vice-Présidents: M. L. Cook (Royaume Uni) M. H. Snorrason (Islande) M. T. Toczynski (Pologne) M. R. Veetousme (Estonie)	49 ^e session plénière 11-13 juin 2001	ECE/CES/60 + CES/2001/34 & Adds.1-6
Réunion commune CEE/OIT sur les indices des prix à la consommation Président: M. J. Greenlees (États-Unis) Vice-Président: M. C.B. Hansen (Danemark)	1er-2 novembre 2001	CES/AC.49/2001/2
Conférence mondiale CEE/Eurostat /FAO/OCDE sur les statistiques agricoles Président: M. L. Biggeri (Italie)	5-7 juin 2001 Rome (Italie)	CES/AC.61/2001/2

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Réunion commune CEE/Eurostat /FAO/OCDE sur les statistiques alimentaires et agricoles en Europe	17-19 octobre 2001	CES/AC.61/2001/21
Présidente: M ^{me} M.-L. Widén (Suède) Vice-Présidente: M ^{me} I. Orešnik (Slovénie)		
Réunion commune CEE/OCDE/CEI sur la comptabilité nationale à l'intention des pays de la CEI	28-30 mai 2001 Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie)	CES/AC.68/2001/2
Présidente: M ^{me} I. Massakova (Fédération de Russie)		
Réunion commune CEE/Eurostat/OCDE sur la comptabilité nationale	24-26 avril 2002	CES/AC.68/2002/2
Président: M. O. Berner (Danemark)		
Séminaire commun CEE-Eurostat sur les registres des activités industrielles et commerciales	28-29 juin 2001	CES/SEM.46/2
Président: M. J. Perry (Royaume-Uni) Vice-Président: M. H. Picard (France)		
Séminaire commun CEE-Eurostat sur les systèmes intégrés d'information statistique et les questions connexes (ISIS 2002)	17-19 avril 2002	CES/SEM.47/2
Président: M. M. Turner (Canada) Vice-Président: M. W. Knueppel (Eurostat)		
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE		
Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise	5 ^e session 13-15 juin 2001	ECE/TRADE/280
Président: M. A. Safarik-Pstrosz (République tchèque) Vice-Présidents: M ^{me} A. Öktem (Turquie) M ^{me} S. Aisagaliyeva (Kazakhstan) M. M. Vilchez-Barros (Espagne)		
Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales	50 ^e session 11-13 mars 2002	TRADE/WP.5/2002/12
Président: M. D. Winter (Royaume-Uni) Vice-Président: M. D. Colodeiciuc (Roumanie)		
Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation	11 ^e session 29-31 octobre 2001	TRADE/WP.6/2001/18
Président: M. C. Arvius (Suède) Vice-Présidents: M ^{me} M. Saunders (États-Unis) M. V. Koreshkov (Biélarus)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail de la normalisation des produits périssables et de l'amélioration de la qualité	57 ^e session 12-14 novembre 2001	TRADE/WP.7/2001/9
Président: M. M. Vilchez-Barros (Espagne) Vice-Présidents: M ^{me} O. Vorovenci (Roumanie) M. P.L. Priester (États-Unis)		
Réunion de la section spécialisée de la coordination de la normalisation des fruits et légumes frais	47 ^e session 15-18 mai 2001	TRADE/WP.7/GE.1/ 2001/19
Président: M. D.L. Priester (États-Unis) Vice-Présidente: M ^{me} U. Bickelmann (Allemagne)	48 ^e session 23-26 April 2002	TRADE/WP.7/GE.1/ 2002/20
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés (fruits)	48 ^e session 18-21 juin 2001	TRADE/WP.7/GE.2/ 2001/13
Président: M. W. Staub (Allemagne) Vice-Président: M. M. Sciannella (Italie)		
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre	32 ^e session 4-6 mars 2002	TRADE/WP.7/GE.6/ 2001/15
Président: M. P.G. Bianchi (Italie) Vice-Président: M. P.A. Miauton (Suisse)		
Réunion de la section spécialisée de la normalisation de la viande	11 ^e session 8-10 avril 2002	TRADE/WP.7/GE.11/ 2002/13
Président: M. B. Carpenter (États-Unis) Vice-Président: M. I. King (Australie)		
Groupe de travail pour le développement de l'industrie et de l'entreprise	3 ^e session 14-15 février 2002	TRADE/WP.8/2000/10
Présidente : M ^{me} K. Gurbiel (Pologne) Vice-Présidentes: M ^{me} D. Karajic (Croatie) M ^{me} T. Skameykina (Fédération de Russie) M ^{me} J. Habuda (Hongrie)		

ÉNERGIE DURABLE

Comité de l'énergie durable	11 ^e session 21-22 novembre 2001	ECE/ENERGY/47
Président: M. H.Ch. Blanc (France) Vice-Présidents: M. B. Zluwa (Autriche) M. B. Varnavskiy (Fédération de Russie) M ^{me} E. Aybar (Turquie) M. T. Cerepnalkovski (ex-république yougoslave de Macédoine) M. M. Greenbaum (États-Unis)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Groupe spécial d'experts du charbon et de l'énergie thermique	4 ^e session 19-20 novembre 2001	ENERGY/GE.1/2001/2
Président: M. S. Klimov (Fédération de Russie) Vice-Présidents: M. C. Alexandrescu (Roumanie) M. M. Walis (République tchèque) M. M. Greenbaum (États-Unis)		
Groupe spécial d'experts sur l'extension de l'interconnexion des réseaux électriques en Europe	4 ^e session 23 novembre 2001	ENERGY/GE.2/ 2001/2
Président: M. I. Smirnov (Fédération de Russie) Vice-Président: M. H.Ch. Blanc (France)		
Équipe spéciale chargée de l'application de la Classification-cadre des Nations Unies pour les réserves/ressources: combustibles solides et produits minéraux	19-20 novembre 2001	ENERGY/AC.1/ 2001/2
Président: M. D. Kelter (Allemagne) Vice-Président: M. P. Blystad (Norvège)		
Équipe spéciale interinstitutions chargée de l'harmonisation de la terminologie des réserves/ressources en énergie	13-14 June 2001	ENERGY/AC.4/ 2001/2
Président: M. D. Kelter (Allemagne) Vice-Présidents: M. P. Blystad (Norvège) M. V. Skorobogatov (Fédération de Russie) M. V. Lovinikov (Ukraine)		
Groupe de travail du gaz	12 ^e session 22-23 janvier 2002	ENERGY/WP.3/ 2002/2
Président: M. B. Rey (Pologne) Vice-Présidents: M. N. Coupaye (France) M. F. De Lichtervelde (Belgique)		
Réunion spéciale d'experts des ressources en gaz naturel	24 ^e session 14-15 juin 2001	ENERGY/WP.3/GE.1/ 2001/2
Président: M. M. Kosinowski (Allemagne) Vice-Président: M. V. Skorobogatov (Fédération de Russie)		
Groupe spécial d'experts de l'approvisionnement et de l'utilisation du gaz	3 ^e session 24 janvier 2002	ENERGY/WP.3/ GE.5/2002/2
Président: M. A. Zedelj (Croatie) Vice-Présidente: M ^{me} M.T. Sao Pedro (Portugal)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Comité directeur du projet "Efficacité énergétique 21"	12 ^e session 19-20 novembre 2001	ENERGY/WP.4/2001/9
Président: M. B. Laponche (France) Vice-Présidents: M. T. Dahlsveen (Norvège) M. Z. Genchev (Bulgarie) Mr. T. Sacco (États-Unis) M ^{me} M. Persutto (Italie) M. B. Reoutov (Fédération de Russie)		
Équipe d'experts de la Fondation des Nations Unies/ Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux sur les investissements dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les effets des changements climatiques	4 ^e réunion 20 novembre 2001	ENERGY/WP.4/ 2001/10
Président: M. B. Jamet (France)		
BOIS		
Comité du bois	59 ^e session 2-5 octobre 2001	ECE/TIM/97
Président: M. J. Serveau (Canada) Vice-Présidents: M. G.F. Borlea (Roumanie) M ^{me} A. Bergquist (Suède)		
Atelier sur les nouvelles tendances de la récolte du bois au moyen de systèmes à câble aux fins d'une gestion des forêts en montagne	18-24 juin 2001 Ossiach (Autriche)	TIM/EFC/WP.1/ SEM.51/2
Présidents: M. P.N. Efthymiou (Grèce) M. R. Heinrich (Autriche) M. J. Garland (États-Unis) M. P. Owende (Irlande) M. P. Schiess (États-Unis) M. R. Visser (États-Unis) M. H.R. Heinimann (Suisse) M. J. Lorbach (FAO)		
Seminaire sur "La foresterie à la rencontre du public"	8-11 octobre 2001 Walkringen (Suisse)	TIM/EFC/WP.1/ SEM.52/2
Présidents: M. N. Foley (Irlande) M. M. Wenner (Royaume Uni) M. H. Höfle (Allemagne) M ^{me} L. Kopylova (Fédération de Russie)		
Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts	23 ^e session 14-16 mai 2001	TIM/EFC/WP.2/ 2001/8
Président: M. D. Brooks (États-Unis) Vice-Présidents: M.E. Sollander (Suède) M. M. Gecovic (Slovaquie)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Président: M. M. Gecovic (Slovaquie)	24 ^e session	TIM/EFC/WP.2/
Vice-Présidents: M. H. Huckert (Allemagne) M. M. Aarne (Finlande)	8-10 avril 2002	2002/6

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Comité des établissements humains	62 ^e session 17-19 septembre 2001	ECE/HBP/122
Présidente: M ^{me} D. Grabmüllerova (République tchèque)		
Vice-Présidents: M. W. Förster (Autriche) M. Y. Papadopoulos (Chypre) M. J. Wolters (Danemark) M ^{me} E. Szolgayová (Slovaquie) M. T. Corcoran (Irlande) M ^{me} I. Budisteanu (Roumanie) M. A. Starovoytov (Fédération de Russie)		
Groupe de travail de l'administration des biens fonciers	2 ^e session 19-20 novembre 2001	HBP/WP.7/2001/10
Présidente: M ^{me} B. Lipej (Slovénie)		
Vice-Président: M. J. Wolters (Danemark)		

Groupe de coordination des activités opérationnelles

Réunion d'experts sur les meilleures pratiques pour créer des systèmes d'assurance de la qualité destinés à renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises	25-26 octobre 2001	OPA/AC.18/5
Président: M. R. Jeker (Suisse)		
Premier Forum CEE-UNO des femmes chefs d'entreprise	22 octobre 2001	OPA/AC.21/6
Présidente: M ^{me} L. Kapitsa (CEE-ONU)		
Forum sur les meilleures pratiques pour développer l'entreprenariat et les PME dans les pays en transition:		
L'expérience du Bélarus	24 octobre 2001	OPA/AC.22/2
Président: M. V. Malevich (Bélarus)		
L'expérience de la Pologne	23 octobre 2001	OPA/AC.24/2
Président: M. T. Knotke (Pologne)		
Réunion d'experts sur les systèmes de gestion de la qualité	13 février 2002	-
Présidente: M ^{me} S. Ratso (Estonie)		

ANNEXE II

PUBLICATIONS ET DOCUMENTS PUBLIES PAR LA COMMISSION

A. LISTE DES PRINCIPALES ETUDES ET PUBLICATIONS DE LA CEE, 2001/2002

NOTE: Les symboles suivants indiquent les langues dans lesquelles les documents ont été publiés: A, anglais; F, français; R, russe; A/F, bilingue (anglais/français); A/F/R, trilingue (anglais/français/russe).

QUESTIONS GENERALE

Rapport annuel de la CEE au Conseil économique et social, 6 mai 2000 -
11 mai 2001, Supplément N° 17 (E/2001/37-E/ECE/1387) A F R

Étude sur la situation économique en Europe, 2001 N° 1 (N° de vente 01.II.E.14) A F R

Étude sur la situation économique en Europe, 2001 N° 2 (N° de vente 01.II.E.26) A F R

Études économiques

An Evaluation of the Fertility and Family Survey Reports (N° de vente 01.II.E.23) A

Fertility and Family Surveys in Countries of the ECE Region: Standard Country Reports:

N° 10t - Denmark (N° de vente 01.II.E.15) A

N° 10u – Bulgaria (N° de vente 01.II.E.16) A

N° 10v – Czech Republic (N° de vente 01.II.E.20) A

ENVIRONNEMENT

Convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance,
Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à
longue distance des polluants atmosphériques en Europe: Stratégie de l'EMEP
pour la période 2000-2009 (N° de vente 01.II.E.18) A F R

Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, Règlement
intérieur (ECE/CP.TEIA/3) (N° de vente 01.II.E.11) A/F/R

Études de performance environnementale

N° 12 – Estonia (Second Review) (N° de vente 01.II.E.27) A

N° 13 – Romania (N° de vente 01.II.E.28) A

N° 14 – Uzbekistan (N° de vente 02.II.E.5) A

TRANSPORTS

Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Règlement type, 12 ^e édition révisée (ST/SG/AC.10/1/Rev.12) (N ^o de vente 01.VIII.4) (également disponible en arabe, chinois et espagnole)	A F R
Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (ECE/TRANS/150) (N ^o de vente 01.VIII.5)	A F R
Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29): Comment il fonctionne, comment y adhérer (N ^o de vente 02.II.E.9)	A F R
Inland Transport Committee Directory, January 2002 (ECE/TRANS/NONE/2002/4)	A
Bulletin annuel de statistiques des transports pour l'Europe et l'Amérique du Nord, 2001, Vol. LI (N ^o de vente 02.II.E.4)	A/F/R
Statistiques des accidents de la circulation routière en Europe et en Amérique du Nord, 2001, Vol. XLVI (N ^o de vente 01.II.E.13)	A/F/R

STATISTIQUES

World Robotics 2001 (N ^o de vente E.01.0.16)	A
Conference of European Statisticians, Methodological Material: Best Practices in Designing Websites for Dissemination of Statistics	A
Conference of European Statisticians, Methodological Material: Recommendations on Formats relevant to the Downloading of Statistical Data from the Internet	A

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

The Chemical Industry in 2000, Annual Review: Production and Trade Statistics 1997-1999 (ECE/TRADE/264) (N ^o de vente 01.II.E.12)	A
Electronic Commerce for Transition Economies in the Digital Age: Forum Proceedings (ECE/TRADE/268) (N ^o de vente 01.II.E.8)	A
Formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux, Directives concernant leur application (ECE/TRADE/270)	A F
Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international, Recommandation N ^o 18 (ECE/TRADE/271)	A F R
The Improvement of the Radiation Protection Aspects in the Recycling of Metals (ECE/TRADE/278) (N ^o de vente 01.II.E.22)	A

Compendium of Trade Facilitation Recommendations (ECE/TRADE/279)	A
Best Practice from the Committee on Trade, Industry and Enterprise Development (CD-Rom) (ECE/TRADE/284) (N° de vente 01.II.E.30)	A
Services in Transition Economies: Round Table (ECE/TRADE/285) (N° de vente 02.II.E.1)	A
Trading into the Future: E-Services for Trade, Investment and Enterprise (ECE/TRADE/286)(N° de vente 02.II.E.3)	A
Trade Facilitation, An Introduction to the Basic Concepts and Benefits (ECE/TRADE/289)	A

ENERGIE DURABLE

Energy Efficiency and Energy Security in the CIS (ECE/ENERGY/44) (N° de vente GV.E.01.0.10)	A R
East West Energy Efficiency Standards and Labels (+ CD-Rom) (ECE/ENERGY/45) (N° de vente GV.E.01.0.8)	A

BOIS

Etudes de Genève sur le bois et la forêt

Forest Policies and Institutions in Europe 1998-2000 (ECE/TIM/SP/19) (N° de vente 01.II.E.19)	A
<u>Geneva Timber and Forest Discussion Papers</u>	
Structural, compositional and functional Aspects of forest biodiversity in Europe (ECE/TIM/DP/22) (N° de vente 01.II.E.21)	A
Forest Certification Update for the ECE Region, Summer 2001 (ECE/TIM/DP/23)	A
<u>Bulletin du bois, Vol. LIII (2000)</u>	
N° 4: Statistiques des incendies de forêt, 1997-1999 (ECE/TIM/BULL/53/4)	A/F
<u>Bulletin du bois, Vol. LIV (2001)</u>	
N° 3: Revue annuelle du marché des produits forestiers 2000-2001 (ECE/TIM/BULL/54/3)	A F R
N° 4: Statistiques des incendies de forêt, 1998-2000 (ECE/TIM/BULL/54/4)	A/F
N° 6: Marchés des produits forestiers en 2001 et perspectives pour 2002 (ECE/TIM/BULL/54/6)	A/F R
<u>Séries d'informations sur le bois et la forêt: Annuaire du Comité du bois 2001</u> (ECE/TIM/INF/8)	A F R

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Country Profiles on the Housing Sector: Romania (ECE/HBP/124)	A
Country Profiles on the Housing Sector: Republic of Moldova (ECE/HBP/125)	A

B. LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS À LA COMMISSION À SA CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION

Ordre du jour provisoire	E/ECE/1391/Rev.2
Aspects économiques de la sécurité en Europe	E/ECE/1392
Rapport intérimaire sur le Programme d'assistance technique de la CEE	E/ECE/1393
Conference Room Paper 1: The Economic Dimension to Security: New Challenges and New Approaches	
Conference Room Paper 2: Role of the United Nations Economic Commission for Europe in Addressing Threats against Economic Infrastructure	
Conference Room Paper 3: Strengthening the Organization	
Conference Room Paper 4: Review of Operational Activities Undertaken in 2001	
Conference Room Paper 5: Preparations for and Follow-up to World Conferences	
Conference Room Paper 6: ECE Annual Session	

C. RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES PRINCIPAUX DE LA COMMISSION

Comité des politiques de l'environnement	ECE/CEP/80
Comité des transports intérieurs	ECE/TRANS/139 et Add.1
Conférence des statisticiens européens	ECE/CES/60 CES/2001/34 and Adds. 1-6
Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise	ECE/TRADE/280
Comité de l'énergie durable	ECE/ENERGY/47
Comité du bois	ECE/TIM/97
Comité des établissements humains	ECE/HBP/122